



Incendie du siège du Crédit Lyonnais, Paris. J.-M. Armani/Rapho

DU PROGRÈS AU RISQUE

CHANGEMENT DE PARADIGME DE L'ACTION PUBLIQUE

Le thème du risque a envahi avec la même force l'agenda politique, l'opinion publique, la publicité et le discours intellectuel¹. De quoi cette présence massive témoigne-t-elle ? Nous faisons l'hypothèse que le thème du risque, avec son actualité et sa prégnance, relève d'une sensibilité nouvelle. Cette réorientation idéelle, que certains auteurs, Ulrich Beck et Anthony Giddens en premier lieu, dénomment « société du risque », ou plus généralement « paradigme² du risque³ », pourrait aussi bien être appelée « paradigme de l'incertitude⁴ ». Ces appellations désignent l'émergence d'un imaginaire social-historique⁵ en rupture, voire marquant une inversion vis-à-vis des représentations progressistes qui avaient structuré notre société et définissaient la modernité. Cette dernière en effet était formatée par un ensemble de conceptions, de valeurs et d'idéaux qui, faisant système et charpentant le système de significations, découlaient de l'idée de progrès (au sens tant politique et moral que scientifique et technique).

Modernité et Progrès : l'idéal de la marche en avant

Selon nombre d'auteurs, la modernité (quelle qu'en soit l'origine et la durée) était, en tant qu'époque et en tant que mentalité, placée sous la bannière du Progrès : l'âge moderne développait un rapport au temps et à l'histoire faisant du futur le temps de référence et de son appréciation optimiste l'attitude récurrente. Le futur, perçu comme porteur d'espairs et comme horizon d'attentes, pré-orientait le regard et le jugement. Ce rapport temporel s'incarnait dans un modèle cognitif et un cadre régulateur de nos actes contrôlant la fabrication raisonnée de l'ordre souhaitable. Ce dernier relevait d'une visée futuriste : il entendait accoucher de l'avenir (et non plus, comme auparavant, garantir contre la décomposition de l'ordre hérité du passé). Cette visée futuriste se déclinait en « idéal éducatif » et en « développement économique » aussi bien qu'en des maîtres mots tels que « investissement », « innovation », « croissance ». Son *modus operandi* procédait de la planification et de l'anticipation, qui permettaient d'orga-

niser le monde, de l'ordonner et de le mettre en mouvement pour le rendre productif, optimal. L'avenir constituait le référentiel, le cadre d'intelligibilité des faits humains et sociaux. Les faits passés et présents n'étaient plus lus et évalués en fonction de leur conformité aux canons de la tradition, mais confrontés aux modèles du vrai et du bien tels que promis par ce temps nouveau, ce futur mythique à produire et à construire plus qu'à atteindre ou conquérir.

Récusant ainsi la pensée des Anciens, qui s'était prolongée jusqu'au crépuscule du monde médiéval,

1. Selon la banque de donnée bibliographique Electre, au cours des cinq années passées 247 livres en langue française sont parus dont le mot « risque » figure dans le titre. Et, selon l'INIST, 940 articles de revues scientifiques francophones parues au cours des années 2001, 2002 et du premier trimestre 2003 comportent ce mot dans leur titre, au singulier ou au pluriel.

2. Par « paradigme », nous n'entendons pas un ensemble de théorèmes et d'hypothèses faisant consensus dans le milieu scientifique et sous-tendant une théorie globale du réel, conformément à la définition de ce concept donnée par l'histoire des sciences. Selon une acception plus floue mais en vigueur aujourd'hui, il s'agit d'une notion désignant une vision du monde, un faisceau de conceptions, d'appréhensions et de valeurs qui alimentent une sensibilité diffuse et cependant culturellement prégnante.

3. Selon ces auteurs, il ne s'agit évidemment pas d'affirmer que l'époque actuelle se caractériserait par une augmentation du taux de danger, de la probabilité d'accident et du degré d'aléas qui menaceraient la condition de nos contemporains (au moins dans le monde occidental) car ce serait une négation de la précarité extrême sur tous les plans de l'existence qui affectait l'ensemble des hommes jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Il s'agit pour ces auteurs de désigner, dans la période actuelle, une perte de crédit de l'idée de maîtrise du monde et de son devenir. Rappelons que Ulrich Beck a rédigé son ouvrage dans la foulée de l'accident nucléaire de Tchernobyl, et que ses analyses, relevant de la philosophie sociale (au sens noble qu'avait cette désignation au XIX^e siècle), portent sur les représentations contemporaines. D'ailleurs, le terme de risque lui-même relève tout entier du domaine de ce qui est perçu et ressenti, et non du domaine des faits matériels.

4. Cf. Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., (2001), *Agir dans un monde incertain*, Paris, Seuil.

5. Cf. Castoriadis C., (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.

la pensée scientifique forgée dès la Renaissance et philosophiquement triomphante à partir du XVII^e siècle reposait sur la croyance en la possibilité de sortir d'un monde donné et impénétrable, d'un univers à la fois fini et figé, et pour la plupart des hommes d'alors transcendant dans son caractère immuable. Sortant de cette vision résignée et empreinte d'un fort sentiment de culpabilité (les cycles intra-mondains du



Dürer, *L'Apocalypse, Saint Michel*, 1498.

travail et de la douleur étaient la sanction du péché originel), la modernité se définit en imposant une double idée : l'univers est dynamique, l'ordre des choses n'est pas fixé pour l'éternité puisque le mouvement est possible et que le changement peut et doit être maîtrisé. Ainsi le monde s'est-il vu inscrit sur une trajectoire historique ascensionnelle plausible, sinon certaine du moins potentielle. La nature comme les sociétés furent alors conçues comme susceptibles d'être soumises à la Raison, à la Technique, à la Politique, c'est-à-dire à une volonté consciente et délibérée pouvant exercer une action effective. Maîtrise du monde dans son ordre fonctionnel et dans son devenir : les temps modernes prenaient consistance en conférant une signification nouvelle à l'existence individuelle et collective. La source du sens ne fut plus alors recherchée dans l'idée fataliste de destin, d'harmonie métaphysique et transhistorique, mais dans

l'idée d'un temps vectoriel ; ce que désigne étymologiquement le vocable « progrès ». Et cela se fit en donnant un contenu d'espérance à l'action humaine. La pensée moderne découla donc d'une sensibilité nouvelle qui ne se satisfaisait plus de rester passive devant le spectacle, tant du malheur des hommes (la misère, la famine, la douleur, la maladie, l'accident, la guerre et l'immense fragilité de l'existence de chaque être vivant face à l'adversité...), que des dysfonctionnements de la nature (sécheresse et inondation, hostilité du territoire et faible productivité des terres...). Les hommes entrèrent alors dans un univers où fut proclamé le principe d'une possible réduction de leurs souffrances. Les moyens de cette action furent cherchés et trouvés dans les découvertes scientifiques et les innovations techniques. L'idée de Progrès devint alors une véritable philosophie de la vie, de l'énergie et de l'inventivité des hommes ; une philosophie inscrite sur un vecteur temporel orienté vers le mieux. L'histoire, telle que célébrée par le positivisme du XIX^e siècle, put ainsi devenir le réceptacle des bienfaits cumulés de l'activité des hommes et des avancées de la civilisation. Son horizon était l'âge de l'abondance, terre promise tant pour le socialisme que pour le libéralisme, devant résoudre toutes les contradictions et tuer dans l'œuf les causes de tous les conflits. Ce qui se marquait notamment par l'accès de chacun au droit à revendiquer le bonheur, ou tout au moins à sortir du malheur. En outre, ce qui apparut comme définition nouvelle de l'homme, c'était sa nature dénaturée, artificielle, c'est-à-dire la sortie de l'humanité hors du cycle éternel des recommencements et de l'ordre donné et invariable des choses. L'homme fêta alors avec enthousiasme son entrée dans un monde fabriqué par et pour lui. Selon cette logique, Progrès et Loi (au sens scientifique comme au sens juridique) s'articulaient pour sous-tendre une action technique rationnelle et volontaire synonyme de Réforme. Réformer la vie en collectivité par la politique (pratique consciente visant à régler les relations entre les hommes et à faire de la vie en commun une œuvre raisonnée), améliorer la vie individuelle par la connaissance des mécanismes physiologiques, psychologiques, sociologiques, élever le niveau de conscience de chacun par l'accès du plus grand nombre à la culture : l'ensemble de ces objectifs s'inscrivaient dans un projet doté alors d'une forte crédibilité.

Quelques grandes figures social-historiques inscrites dans cet horizon spatial et temporel propre aux temps modernes accédèrent au statut de héros de la geste progressiste : le scientifique, le médecin, l'ingénieur, l'industriel, l'administrateur civil ou militaire... chacun contribuant pour une part à forger le modèle imaginaire et le cadre sémantique de la modernité : images, valeurs et métaphores, qui alimentaient le langage de la raison et guidaient la pratique d'une décision prétendant se fonder sur cette

dernière. Ce sont là tous les déterminants de la *planification* comme chemin indispensable pour bâtir l'ordre nouveau et meilleur auquel la plupart aspirait (même si des divergences pouvaient exister quant aux moyens pour y parvenir). Cette démarche fut appliquée à toutes les activités de la société : production, éducation, recherche, santé... et bien sûr urbanisme et aménagement. C'est dans les champs de l'industrie et du territoire que la planification a trouvé ses domaines d'excellence. Les grands acteurs de l'histoire d'alors étaient les maîtres de la technique, les contrôleurs de la force et/ou de la norme, qui régentaient l'organisation socio-économique, façonnaient le pays, construisaient la nation. Aussi la modernité balançait-elle entre un souci de progrès social et une fascination pour la logique de la puissance. Inscrite dans cette double perspective, l'usine a été durant la première moitié de notre siècle un des hauts lieux de l'ordre humain maîtrisé, opérant et productif, et est devenue l'emblème des temps modernes. Elle permettait de sortir de la rareté grâce à la production de masse et rendait possible l'extraction de l'individu hors de l'ordre communautaire traditionnel. Si elle était porteuse d'espoirs émancipateurs, elle charriait aussi son lot de malheurs liés à l'exploitation du peuple laborieux. Cette double appréhension du système socio-économique, à la fois optimiste (car orientée vers l'espoir en des lendemains qui devaient chanter) et perturbée par le spectacle de l'aliénation, s'est déclinée dans l'ordre spatial et a trouvé dans la ville un foyer vif où toutes ces contradictions se sont exprimées de la manière la plus crue et la plus manifeste. La ville, en tant qu'agglomération tentaculaire, était simultanément perçue comme devant être libératrice et stimulante des changements, et comme un creuset n'affranchissant les individus que pour mieux les jeter dans les affres de l'anomie, de la déstructuration sociale. Mais si les périls étaient bel et bien avérés, la ville-usine, cadre concret et symbole de la modernité triomphante, constituait un support pour expérimenter de nouvelles modalités d'organisation de la vie collective. À cet égard, au-delà de ses travers présents, la figure machinique de la ville-usine représentait une chance en tant que lieu de pleine application de la pensée rationnelle, de l'ingénierie fonctionnaliste et de l'esprit de réforme (mais ce dernier était concurrencé par les fermentations révolutionnaires). De la sorte, en tant que figure de pensée, la ville-usine constituait une structure nouvelle de perception, proprement moderne, instaurant un rapport inédit des hommes entre eux et de ceux-ci au monde physique et à la matière. La ville-usine, en tant qu'allégorie et lieu idéal typique de la modernité, s'est substituée alors largement au schème organiciste, à l'imaginaire statique et à la légitimité hiérarchique qui régentaient auparavant les représentations de l'espace et gouvernaient les valeurs collectives.

Le paradigme du risque, ou l'avenir en panne

Or, depuis deux ou trois décennies, les usines ferment, la civilisation urbaine a mal à sa banlieue et, globalement, le futur est souvent perçu comme porteur d'autant de périls que de promesses. Nous semblons sortir d'une vision où l'histoire humaine se lisait comme jeu à somme positive (cumulativité des biens, des savoirs, des progrès techniques et moraux) pour entrer dans une ère, où par hypothèse, le jeu serait à somme nulle : ce qui serait gagné sur un plan se traduirait par une perte sur un autre plan. Peut-être même à moyen terme ce jeu pourrait-il se révéler à somme négative. Idée qu'exprimait déjà le Club de Rome quand il mettait en cause le modèle industriel de développement, à cause de l'épuisement des ressources naturelles qu'il entraîne. Ainsi la croissance économique, pourtant vitale pour préserver les acquis, réguler les tensions et préserver un modèle de culture et de consommation, ne semble pas viable à long terme.

De même, le schème de pensée, articulant Progrès, Loi, Technique, Réforme, Civilisation semble perdre aujourd'hui de sa crédibilité. Ulrich Beck et Anthony Giddens pointent le fait que l'idéal de prévision et de maîtrise, qui semblait en voie de concrétisation depuis un siècle et demi, semble se dérober parce que la Science et la Technique, anciens instruments de la maîtrise, paraissent inverser leurs effets pour devenir à leur tour des menaces. Si dans la modernité les réponses aux problèmes étaient recherchées dans la science, à son tour celle-ci devient – dans les faits et plus encore dans les représentations – source de danger et de crise. Globalement, l'idée que les solutions d'hier constituent les problèmes d'aujourd'hui et que les solutions d'aujourd'hui nourriront les problèmes de demain, fait que la science et la technique apparaissent grosses de dérives négatives et susceptibles d'engendrer de nouvelles catastrophes. Quant à la Réforme et à la Civilisation, si elles semblent toujours éminemment souhaitables, notamment face aux injustices qui règnent sur la planète, leur faisabilité paraît faible car une action politique d'ensemble, susceptible d'apporter une réponse à l'échelle des maux à traiter, paraît aussi improbable que serait faible l'acceptabilité sociale des mesures à mettre en œuvre, avec leur coût induit. L'application réelle des normes du développement durable, par exemple, peut-elle ne pas se traduire par une diminution de la consommation et du niveau de vie, voire par un renoncement au style de vie individualiste, hédoniste et nomade par lequel se définit le système axiologique occidental contemporain ? Depuis Alexis de Tocqueville on sait qu'il existe un effet cliquet dans l'histoire des civilisations, et que celles-ci peuvent préférer courir à leur perte plutôt que s'engager sur la voie de ce qu'elles ressentent comme une régression.

En outre, notre époque serait tiraillée entre une vive conscience des dysfonctionnements du monde, dont le spectacle est tous les jours fourni par des médias omniprésents, et la faible crédibilité d'une action correctrice efficace et durable. Par conséquent, pris dans un réseau de contraintes et d'objectifs irrédiblement contradictoires, la mentalité actuelle semble caractérisée par le scepticisme et le découragement face aux grands problèmes, entrecoupés de sursauts incantatoires⁶. Il en découle un sentiment diffus d'inaccessibilité des solutions d'ensemble, conduisant alors au repli sur « la proximité », « le quotidien », « le terrain ». Il n'en faut pas plus pour que refluent, au moins partiellement, le paradigme progressiste et le « principe espérance⁷ », y compris en France où ils étaient fort puissants. Ce découplage des valeurs et ce feuilletage des représentations simultanément pessimistes et optimistes selon les secteurs⁸, là où auparavant régnait une vision unifiée, accentue les incertitudes. Ces dernières se nouent avec la part de pessimisme que cultive notre époque et font que le paradigme du risque monte en puissance. Et cela pour plusieurs raisons :

- Sur le plan idéologique, on retient globalement des expériences social-historiques tragiques du xx^e siècle l'idée que les masses en mouvement, les communautés fusionnelles, les abdications de l'individualité au profit de quelque collectif « moteur de l'Histoire » – si elles avaient pour elles l'esthétique lyrique des grands récits – ont conduit au désastre. Ainsi la Loi, au sens du pouvoir souverain du législateur, se voit contestée à la fois par le bornage que les droits de l'homme lui opposent et par une vive conscience de l'irréductible enchevêtrement des problèmes du monde comme de l'irréductible pluralité des intérêts légitimes. En outre, trente ans de contestations antitotalitaires, libertaires, humanitaires et écologistes promouvant les valeurs individualistes ont refaçonné la sensibilité et le code d'appréhension du monde. Ces valeurs invalident notamment l'idée de sacrifice au service d'une grande cause, de sorte que le modèle de la puissance, sous sa forme technologique comme sous sa forme nationaliste, autant que les conceptions étatiques volontaristes et univoques, et les idéaux du modernisme productiviste ont mauvaise presse. Cependant le libéralisme et le laisser-faire n'attirent pas plus. En conséquence, les cadres idéologiques, grâce auxquels on pourrait disposer à la fois d'une vision causale englobante et d'une solution globale, sont indécis et leur validité opératoire apparaît douteuse. L'antidote à toutes les formes d'enivrement politique ou de risques d'emballage techno-scientifique est alors fourni par l'État de droit et par la préservation juridique des libertés inaliénables de l'individu, de l'intégrité de la nature, de l'authenticité des cultures. Il s'agit d'instaurer des limites face aux réquisitions extérieures et aux arraisonnements des

personnes ou des groupes par les différentes formes de manipulation ou de mobilisation collective. Il s'agit d'établir des digues face aux mises en ordre et aux standardisations institutionnelles. Mais le prix de cette tempérance, de ce principe de tolérance et de modération appliqué à l'ordre politique (alors que celui-ci, en son sens fort, se définissait comme direction, œuvre et vouloir collectifs) est la montée du scepticisme jusqu'au cynisme et de la secondarité jusqu'au relativisme. Aussi, sur le plan de l'imaginaire politique, l'effondrement du mur de Berlin et, sur le plan de l'ingénierie sociale et territoriale, la crise des grands ensembles⁹, se rejoignent pour invalider (temporairement ?) l'idée de planification, de dirigisme, de prévision à moyen et long terme, de régulation *a priori* de la production et de l'organisation collective.

- Sur le plan épistémologique, la Loi, au sens scientifique du terme, se voit relativisée par les théories concernant l'interdépendance et l'impureté des phénomènes, la complexité et l'instabilité du réel. Les concepts de bifurcation, de rupture, d'indécidabilité, de rétroaction, de seuil critique, de contingence, de

6. Tribut logique de la perte de foi en l'existence de solutions concrètes et globales, l'heure actuelle semble vouée à réagir sur le mode de la dénonciation et de l'incantation, c'est-à-dire de l'adoption d'une posture morale consistant à se scandaliser de certains faits (atteintes à la biodiversité, extension des OGM, marée noire sur les plages, marée brune dans les urnes...). Mais l'impuissance fondamentale de cette attitude se révèle quand on voit à quel point la logique médiatique relaie promptement ces sentiments pour les abandonner tout aussi vite, éludant ainsi les problèmes en les réduisant à leur superficialité. En fait, face au désarroi suscité par la dimension de dilemme, d'antimomie ou de quadrature du cercle qui caractérise nombre de problèmes contemporains, l'attitude scandalisée est peut-être la seule façon d'échapper à la passivité, la seule réaction possible. Or, elle ne débouche sur rien ou presque. Mais, à la limite, peu importe, elle permet même à court terme de trouver un exutoire contre les désillusions, les frustrations et le dégoût de soi qui hantent l'arrière fond du système de valeurs postmoderne.

7. Bloch E., (1976-1991), *Le principe espérance*, 3 tomes, Paris, Gallimard.

8. En effet, face au climat de crainte analysé par Ulrich Beck et Anthony Giddens, il existe aussi certains domaines où règne une forme d'euphorie et d'idolâtrie de la technologie : la décennie de croissance des années 1990 et l'engouement pour « la nouvelle économie » en furent un bel exemple.

9. En effet, le passage des grands ensembles HLM du statut de solution apportée aux problèmes sociaux d'hier à celui de problème social majeur d'aujourd'hui a une réelle conséquence théorique. Il conduit à douter d'autant plus de la pertinence de l'action publique planificatrice et volontariste que, lors de leur édification, les grands ensembles ont représenté le plus grand effort technique et budgétaire jamais consacré par la puissance publique pour remodeler matériellement le territoire et la société (3,8 millions de logements HLM construits en une génération). De même, dans le domaine agricole les dégâts humains et environnementaux occasionnés par la politique de modernisation (remembrement, concentration des exploitations, usage massif des adjuvants et des pesticides) alimentent également un sentiment global de méfiance à l'égard de l'action publique à prétention formatrice. Ces expériences bouleversent l'image sociale de la politique et de la technique : élus et gestionnaires sont passés d'une image d'acteurs reconnus et attendus du changement social à celle d'apprentis sorciers en puissance.

non embrayage, d'autorégulation, de fenêtre d'opportunité, de *Path Dependance*, de coup parti... introduisent le coin du doute dans la pensée causaliste (une cause => un effet), mécaniste (un problème => une solution) et dans les analyses structurales (c'est-à-dire l'idée qu'il existe des rapports structuraux et homologues durables entre des instances stabilisées et singularisables). La science expérimentale contemporaine s'intéresse aux états mal condensés de la matière et développe des lectures probabilistes du monde physique, et à ce titre entre en résonance avec les nouveaux concepts des sciences sociales : l'interaction, la transaction, la traduction, la configuration, la procédure, le processus, l'itération, l'ajustement et la réorientation en cours de procès, les effets pervers, les anticipations rationnelles, les réseaux, les liens faibles, la réflexivité, l'auto-référentialité, l'autonomisation systémique... Soit un ensemble de termes et de thèmes qui dissout la vision macroscopique ainsi que les explications objectivistes et déterministes originellement développées par les sciences sociales. Ainsi dans ces dernières comme dans les sciences dures s'établit un nouveau cadre conceptuel qui fait perdre sa plausibilité aux idées de prédictibilité, de raisonnement linéaire, de projection vectorielle... La conséquence épistémique et éthique en est qu'à leur place s'imposent les principes de précaution, de prudence, de subsidiarité, qui là également entraînent une conception faible et quelque peu résignée ou incertaine d'elle-même du politique.

- Sur le plan axiologique, l'individualisme entraîne dans les démocraties occidentales une sacralisation de l'existence et par conséquent, corrélativement au privilège accordé aux droits de l'individu au détriment des ses devoirs envers la collectivité, s'impose une attention particulière aux menaces auxquelles celui-ci se trouve exposé. Si une catastrophe survient, comme nous ne l'imputons plus au destin, elle est ressentie comme une injure faite au droit à l'intégrité de chacun et est alors perçue comme scandaleuse. Par conséquent, les responsabilités doivent être recherchées et sanctionnées. Les pouvoirs publics sont alors accusés d'avoir failli dans l'application du devoir de protection qui leur incombe. De sorte qu'en cas d'accident les valeurs de prévalence de la personne se transforment en une posture victimaire (accuser une instance extérieure du malheur qui s'abat sur soi est une manière de donner du sens à l'imprévisible qui advient, et donc de trouver une forme de défense psychique face aux aléas de l'existence). Cette posture victimaire alimente à son tour une focalisation particulière sur les risques que sont susceptibles d'encourir les personnes. De là découle une forte intolérance aux dangers. Il résulte de ce processus que, si durant une première phase historique, l'émancipation individuelle marchait de concert avec la confiance du sujet moderne en lui-même et en son avenir, la radicalisation actuelle des valeurs individualistes conduit à



Photographers/Rapho.

Test de motricité pour les irradiés au Kazakhstan.

des attitudes nouvelles : soit l'acceptation nihiliste du non sens de l'existence (mais Nietzsche nous a éclairé sur la force de caractère surhumaine que cette position implique), soit le doute et la crainte (ce qui nous ramène paradoxalement à des sentiments qui, dans la majeure partie des temps passés, alimentaient la quête du sens dans le cadre d'une vision transcendante et hétéronomique du monde).

La tentation de l'incertitude

L'ensemble de ces tendances se conjuguent pour instiller ou imposer¹⁰ dans notre univers mental un néo-fatalisme, une attitude néo-tragique, c'est-à-dire la sensation que les périls sont proches et que, dans le même temps, les solutions envisageables sont improbables, difficilement concevables ou applicables. Les idées-valeurs de l'écologisme imposent une vision du monde où l'homme n'est plus perçu comme le maître absolu de la nature, ni le seigneur du temps marchant résolument vers l'avenir. De même, les images-idées qui découlent d'une conscience exacerbée de la complexité font que l'on baigne dans un magma de logiques contradictoires. On entre ainsi dans une mythologie où il n'y a plus de relation directe de la cause à l'effet, où un effet énorme peut avoir été enclenché par un événement minuscule et en appa-

10. L'imaginaire du risque est-il profondément établi dans notre paysage mental ou bien n'en constitue-t-il qu'un fragment ? La question se pose car, par ailleurs, perdue chez certains l'idée que seul un surcroît de sciences et de techniques peut apporter des solutions aux maux actuels. De plus, l'esprit d'entreprise continue à valoriser la prise de risque. On remarque donc en la matière que les tendances sont diverses et contradictoires, mais cette pluralité de valeurs et de représentations alimentent les difficultés à lire le présent, concourant de la sorte à rendre celui-ci plus inquiétant encore. Par ce biais l'imaginaire du risque gagne du terrain.

rence totalement étranger à lui (l'effet papillon¹¹). Mais, s'il n'y a plus d'assignabilité clairement identifiable au malheur (déchaînement des éléments naturels, crise économique ou bien hyper-terrorisme), il n'y a pas non plus d'intelligibilité du monde et donc moins encore de maîtrise envisageable. Ainsi, *qui* occasionne la pollution, *qui* est responsable de la globalisation, *qui* incriminer pour l'effondrement de la bourse et l'envol du chômage? Les effets désastreux sont toujours le produit de facteurs innombrables s'enchaînant de manière systémique. L'histoire n'est plus hégélienne



Publicité Yves Rocher.

car elle n'apparaît plus relever d'un sens clair mais au contraire se présente comme un enchevêtrement d'événements fortuits et contingents dont la logique serait surtout celle de l'effet boule de neige ou de l'accélération subite. C'est ce qu'expriment les mots de « globalisation » et de « complexité » ; mots trop embrassants pour bien étreindre les réalités. Quant à vouloir briser les enchaînements de système, cela conduit toujours à des pertes difficilement acceptables sur bien des points positifs. De sorte que l'heure est à l'incertitude¹². Partout, les dangers sont perçus comme permanents bien que latents. Ils sont polymorphes, imprévisibles, pervers. L'imprévisibilité des événements, l'instabilité et la non linéarité des processus récuse l'idéal de contrôle et corrodent l'idée de Progrès. En outre, les dangers ne sont pas minces ou localisés mais gigantesques et irréversibles : ce qui est en jeu ce sont des forces qui compromettent l'ensemble de la planète et le futur entier (le nucléaire civil et militaire, la réduction de la biodiversité, les manipulations génétiques, par exemple). Comment empêcher l'effet de serre, réguler El Niño et réparer le trou de la couche d'ozone? Comment contenir la circulation des marchandises, des virus, des passions collectives, des multiples intégrismes et fanatismes... ?

D'où l'idée d'atteintes humaines à l'environnement, d'activités sociales qui obèrent l'avenir, qui hypothèquent le futur et sont préjudiciables aux générations de

demain. Le fait même de vivre, le simple fait que des hommes existent et que pour subsister ils prélèvent et consomment, peuvent être lus comme des injures faites à « l'harmonie naturelle ». L'existence de l'homme en elle-même représente un facteur de déséquilibre et une menace. Plus ces hommes sont puissants, développés, actifs, industriels, plus ils artificialisent le monde et le corrompent. Cet imaginaire cataclysmique n'est pas inédit, il réactualise un schéma mental très ancien car il nous renvoie à l'idée de péché, d'acte mauvais en soi, irréversible et moralement condamnable. On est à la fois coupable de manière plus ou moins inconsciente et directe (en tant que simple utilisateur d'énergie, de produits chimiques, de techniques...) et diffuse (en tant que participant d'une espèce qui met en péril la planète). De surcroît, ce qui ajoute encore à ce sentiment de culpabilité, nous apparaissions globalement démunis : tels l'apprenti sorcier nous avons engendré des monstres qui nous dépassent. Le thème du développement durable lui-même, si à la mode aujourd'hui, malgré son aspect moraliste et ses visées réglementaires, camoufle mal l'incommensurabilité des réalités qu'il concerne, le caractère inconciliable des critères qu'il véhicule, et donc la quasi-inapplicabilité tant pratique que théorique des objectifs qu'il s'assigne ; c'est assez dire la dimension aporétique du principe qu'il prétend constituer et, finalement, le désarroi qu'il ne peut que susciter. La durabilité présente un fort caractère de *double bind*, d'injonctions contradictoires, ce qui, d'après les analystes de la communication de l'école de Paolo Alto, conduit à la folie ou au moins à la dépression et à un sentiment de doute et d'insécurité.

De nouvelles superstitions ?

De manière générale, le paradigme du risque nous fait sortir explicitement et radicalement de l'attitude rationaliste et optimiste qui caractérisait et commandait les idéaux humanistes et progressistes. Sommes-nous pour autant ramenés vers un âge de religiosité doloriste? Assistons-nous au retour de visions apocalyptiques du monde, avec son anéantissement pour

11. Peu importe que l'effet papillon soit un processus scientifique avéré ou une légende. Le fait qu'il soit connu et reconnu par un large public montre qu'il frappe les imaginations et qu'il entre en résonance avec les représentations contemporaines du monde. A ce titre il détient une capacité de témoignage sur ces dernières.

12. Bien sûr une prise de recul historique nous conduit à relativiser. Dans les pays occidentaux, d'un point de vue objectif, les dangers encourus par l'individu n'ont jamais été aussi réduits. Sans doute, les aléas et les précarités de tous ordres qui régnaient encore il y a un siècle étaient sans commune mesure avec les moyens de réparation des dommages et les protections collectives instaurées depuis cinquante ans. Pour autant le climat actuel n'est guère à la sérénité, d'autant que les garanties acquises par le compromis capital-travail durant les Trente glorieuses paraissent fragilisées et risquent de s'effriter.

horizon, comme seule issue prévisible pour une humanité pas assez précautionneuse, trop orgueilleuse ? Certes l'homme est présenté comme un être fragile et pécheur, plus spectateur et agi par des forces qui le dépassent que véritablement acteur et maître de celles-ci. Il est à la fois démuné et responsable de la situation où il se trouve du fait de ses actes et même de sa seule existence... Il apparaît surpuissant dans le sens destructif et impuissant à contenir les forces délétères qu'il engendre lui-même. Le fonds de religiosité hétéronome et fataliste contre lequel la modernité s'était insurgée semble ainsi resurgir. Simple surcroît conjoncturel, en attente d'épures nouvelles pour un futur collectif qui serait réinventé, ou bien basculement régressif plus profond ? Nul ne peut le dire. L'historien des idées, l'analyste des représentations peut juste repérer ce qui change et ce qui conditionne ce changement.

La frilosité devant l'avenir qui nous étreint aujourd'hui doit peut-être beaucoup au vieillissement de la population occidentale, encore que la thèse ne recueille pas l'assentiment de tous les démographes. La pusillanimité et la quête de sécurité, le sentiment de dégradation au fil du temps et de décomposition de ce qui constituait le cœur vivant du temps passé sont des attitudes liées à l'avancée en âge. Nostalgie, goût du patrimoine, phobie du nouveau, pessimisme¹³... voilà des attitudes qui se répandent dans l'Occident, malgré quelques velléités conjuratoires de type jeuniste.

À cet effet structurel imposé par la démographie se conjugue un autre effet structurel de nature économique. C'est le passage à une organisation de la production flexible et postfordiste, qui invalide l'ancien système de protection, de réduction des aléas lié à l'État-providence et à la régulation keynésienne de l'économie. La perte de crédibilité et de plausibilité d'une maîtrise globale (qui soit à la hauteur des problèmes) doit aussi beaucoup à la mondialisation des informations, des capitaux, des compétences, des références... C'est-à-dire à l'exacerbation des concurrences. L'univers s'est élargi à l'infini alors que les maîtrises (techniques, politiques, juridiques) semblent condamnées à rester cantonnées à des échelles restreintes et donc inadéquates. L'idée de solidarité, qui en pratique a besoin de se circonscrire en des limites étroites pour que ses mécanismes soient opérants, semble aujourd'hui se dissoudre du fait de la disparition des cadres nationaux qui sous-tendaient sa concrétisation.

Tous ces facteurs produisent un sentiment de vulnérabilité globale, de perte de maîtrise, d'impuissance de

la raison et de l'action. De ce point de vue, le futur représente plus un crépuscule obscur qu'une aube radieuse. En outre, dans le même temps la volonté souveraine et la techno-science, procédant de la logique progressiste, sont suspectées par les esprits inquiets de s'autonomiser, de poursuivre à l'aveugle sur leur lancée et donc de possiblement se fourvoyer, et cela alors même que leurs pouvoirs sont de plus en plus considérables. De sorte que les menaces qu'elles font encourir paraissent énormes. En effet, la situation actuelle apparaît à de nombreux observateurs et de manière implicite dans les sensibilités collectives comme marquée par l'hyper-puissance des moyens techniques, par l'immensité corrélative des dangers (nucléaires, climatiques, génétiques, écologiques...), allant de pair avec l'impuissance des contrôles et l'inefficacité des régulations. Doit-on à cela la montée de diverses quêtes de salut dans les formes multiples d'irrationnalité que diagnostiquent nombre de sociologues ?

Autrement dit, « le paradigme du risque », qui nous mène à une « ère d'incertitude », exprime un nouveau régime d'historicité pour lequel le futur ne constitue plus un horizon d'attentes et d'espérances mais un univers de doutes et d'inquiétudes, et prend ainsi le contre-pied du paradigme du Progrès. Dans ce régime d'historicité en train de devenir dominant, l'individu se trouve confronté au dilemme suivant : soit il vit dans l'instant et accepte le non-sens et la dérélition (ce qui est déprimant), soit il regarde vers l'horizon mais y perçoit surtout des périls (ce qui est angoissant). De sorte que, si le paradigme du risque et le paradigme du progrès intègrent les mêmes tendances et les mêmes facteurs (individuation, développement technologique, transformation de la nature), le paradigme du risque ne leur attribue plus un signe positif comme c'était le cas durant les temps modernes. Il leur appose un signe négatif, ou tout au moins le signe d'une indétermination qui, à bien des égards, s'avère anxiogène.

Philippe Genestier, Laurette Wittner

13. Précisons qu'on se situe là entièrement dans l'ordre des représentations. Ce qui fait que passent inaperçues certaines tendances pointées par des démographes (transition démographique en voie d'achèvement sur la planète, montée régulière du taux d'alphabétisation) qui pourraient pourtant nourrir une vision optimiste du monde et de son évolution.

Philippe Genestier est architecte-urbaniste en chef de l'État, directeur du laboratoire RIVES, ENTPE/CNRS. Dernier ouvrage paru : *Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique* (dir., avec Gérard Baudin), Paris, La documentation française, 2002.

Laurette Wittner est chargée de recherche au ministère de l'Équipement, laboratoire RIVES, ENTPE/CNRS. Dernier ouvrage paru : *Vis-à-vis* (avec Pierre-Jean Dutey), Lyon, Ed. Aléas, 2003.

< genestier@entpe.fr > < laurette.wittner@entpe.fr >